

# Bailleurs et conditionnalités

## Tribune – Edito - Patrick A.

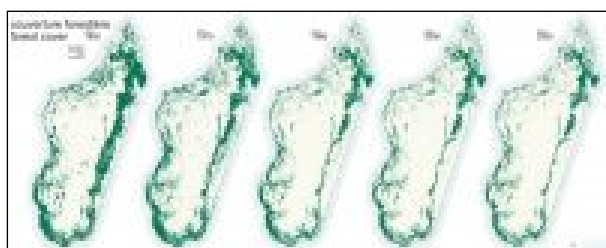
À l'issue de son Assemblée générale qui s'est tenue la semaine dernière, l'Alliance Voahary Gasy s'est prononcée contre le déblocage par la Banque mondiale d'une tranche de 49 millions de dollars dans le cadre du Programme environnemental III.

Ndranto Razakarimanana, le président de cette fédération de 27 organisations et associations oeuvrant dans la protection de l'environnement, explique cette position : le gouvernement doit prouver sa volonté politique de lutter réellement contre les trafics en tout genre qui continuent d'exister dans le pays et qui nuisent à l'environnement. Et il souligne que l'organisme qui sera éventuellement bénéficiaire de ces fonds, Madagascar National Parks (ex-ANGAP), bien qu'il ait un statut d'organisation non gouvernementale, reste présidé par le ministre de l'Environnement. Autant dire qu'aux yeux de l'Alliance, ces fonds risquent de ne pas servir à grand chose si l'État persiste à être faible vis-à-vis des trafiquants.

L'Alliance Voahary Gasy prend ainsi le contrepied de grandes organisations internationales en matière d'environnement. L'on se souvient qu'en 2009, en pleine crise du bois de rose, ce furent les présidents de Conservation International (CI), World Conservation Society (WCS) et World Wildlife Fund for Nature (WWF) qui plaidèrent directement auprès du président de la Banque mondiale pour que Madagascar National Parks puisse disposer à nouveau de financements, malgré les sanctions internationales faisant suite au coup d'État de mars 2009. Dans le régime actuel de sanctions, il existe donc une exception environnementale, au même titre qu'il existe une exception humanitaire (Malnutris et lémuriens, même combat. Je reconnais que le rapprochement que je fais n'est pas très drôle).

Qui de Voahary Gasy ou de WWF/WCS/CI a aujourd'hui raison ? Il est difficile de trancher abruptement. Force est de constater que depuis 2009, le rétablissement de financements pour Madagascar National Parks a contribué à redresser un peu la situation catastrophique de l'époque. Une fois qu'ils ont eu l'assurance d'être payés et un peu sécurisés, les gardes forestiers sont revenus dans les parcs. Et une légère reprise du tourisme offre aux populations environnantes des parcs des activités économiques qui représentent une alternative au trafic de bois précieux. Mais la situation reste encore loin de pouvoir être jugée satisfaisante : les indices de complicité ou de liens familiaux de certaines autorités (chefs de Région notamment) avec des trafiquants sont nombreux. Des stocks continuent de s'empiler au coeur des villes de la SAVA ; et le fait que des trafiquants chinois se prévalent de leurs propres turpitudes en poursuivant en justice des personnes qui ne leur auraient livré que du bois de pin à la place du bois de rose promis donne une piètre impression de l'efficacité du système.

### Laisser de l'oxygène à qui ?



Évolution de la couverture forestière entre 1950 et 2005. Source : Conservation International, 2008.

S'il y a des corrompus et des corrupteurs, on ne peut pas non plus nier la volonté réelle d'une partie de l'Administration et des ONGs d'assainir la situation. Ceux-ci ont loin d'avoir partie gagnée, mais leur position face aux laxistes a été un peu renforcée par les pressions internationales et l'existence de financements. Il serait simpliste dans ces conditions de se contenter de diaboliser les gens de l'Administration et d'angéliser les ONGs, d'autant plus que bon nombre d'animateurs des ONGs sont des anciens de l'Administration.

La difficulté est donc aujourd'hui de savoir faire le tri entre efforts authentiques et purs effets d'annonce à la « Taxe force ». Le sens du discernement est d'autant plus nécessaire que les financements de la Banque mondiale restent des prêts remboursables, même s'ils sont à des conditions très concessionnelles.